



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2931
4 octobre 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Soutenu par les impérialistes, l'État israélien sème la mort au Moyen-Orient



Banlieue sud de Beyrouth, le 24 septembre.

Barnier

**La voix
du patronat,
l'oreille du RN**

Page 3 et 4

Entreprises

**Face aux
attaques et aux
licenciements**

Pages 11 à 15

Meeting

**du 28 septembre
"Lever le drapeau
de la révolution"**

Pages 6 et 7

Leur société

- Barnier : creux comme toujours, réactionnaire comme rarement **3**
- Dette de l'État : à la bourgeoisie de payer ! **3**
- Retailleau : tête de pont... vers le RN **4**
- Les déboires d'un débutant **4**
- Affaire Philippine : crime odieux, campagne répugnante **4**
- Aide médicale d'État : des torrents de mensonges **4**
- Petites retraites : grande pauvreté **5**
- Complémentaires santé : toujours plus chères **5**
- Bureaux de poste : pas assez rentables ? **5**
- Congrès des HLM : pas même des promesses **5**
- Martinique : contre la vie chère et pour la hausse des salaires **10**
- Mayotte : mutinerie dans les geôles coloniales **10**
- Inondations dans le Pas-de-Calais : rien n'est réglé **11**

Meeting du 28 septembre

- Extraits des interventions de Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier **6 et 7**

Dans le monde

- Autriche : la montée de l'extrême droite **8**
- Allemagne : après les annonces de Volkswagen **8**
- Italie : tour de vis sécuritaire du gouvernement **9**
- Côte d'Ivoire : la campagne présidentielle a commencé **9**
- Israël : une guerre sans fin et sans limite **16**
- Liban : le Hezbollah subit la vengeance de Netanyahu **16**
- Manifestons le 5 octobre ! **16**

Dans les entreprises

- SNCF **11**
- Hôtel Prince-de-Galles Paris **11**
- Vencorex - Pont-de-Claix **12**
- Dumarey Powerglide Strasbourg **12**
- Solvay - Salindres **12**
- Lactalis **13**
- EDF - Guadeloupe **13**
- Association ARS - Nancy **13**
- Hôpital Jacques Monod Flers **13**
- Stellantis **14**
- Saint-Gobain et Mutares **14**
- Lapeyre **14**
- Casino : jackpot aux dépens des travailleurs **15**
- Bel - Évron **15**

Agenda

- Fêtes régionales **3**

Après la destruction de Gaza, celle du Liban. Et ensuite ?

Depuis le massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre, il y a un an, les dirigeants israéliens se sentent tout permis.

Des tapis de bombes ont réduit la bande de Gaza en un champ de ruines, tuant plus de 40 000 hommes, femmes et enfants, et infligeant des souffrances infinies aux survivants. En Cisjordanie, les descentes de l'armée israélienne et des milices d'extrême droite ont fait près de 600 morts.

L'armée israélienne s'est permis de frapper et de tuer en Syrie, au Yémen et en Iran. Et, depuis vendredi 27 septembre, elle s'est lancée dans la guerre totale contre le Hezbollah, pilonnant le Liban sans relâche, transformant des quartiers, des villages et des régions entières en montagnes de gravats.

Oui, les dirigeants israéliens s'octroient tous les droits. Netanyahu s'est même payé le luxe de lancer l'opération qui a tué Hassan Nasrallah depuis l'enceinte de l'ONU à New York !

Pourquoi se gênerait-il ? Les États-Unis et, derrière eux, les grandes puissances européennes le soutiennent inconditionnellement. Ils l'ont certes appelé à la retenue et parlent régulièrement d'un cessez-le-feu. Mais ils n'ont jamais cessé leurs livraisons d'armes.

Biden comme Kamala Harris ont félicité Netanyahu pour l'assassinat de Hassan Nasrallah, déclarant que c'était « une mesure de justice ». Comment parler de « justice » quand une bombe d'une tonne explose au milieu d'un quartier d'habitations, faisant des centaines de victimes, hommes, femmes, enfants ?

Il y a une expression et une seule pour désigner les agissements d'Israël au Liban et à Gaza : le terrorisme d'État. Et ce terrorisme ne diffère de celui du Hamas ou du Hezbollah que par les moyens plus importants dont il dispose, ceux d'un État surarmé qui a la bénédiction ouverte ou tacite des grandes puissances.

Quand les dirigeants sionistes ont décidé de construire un État confessionnel juif sur une terre habitée par les Palestiniens, ils ont condamné les Israéliens à une guerre sans fin. D'opprimé, le peuple d'Israël s'est transformé en une force d'oppression. Et, au fil du temps, l'État d'Israël est devenu le bras armé le plus fiable et le plus aguerri de l'impérialisme, chargé de tenir en respect les régimes jugés trop indépendants par les États-Unis, comme l'Iran.

Aujourd'hui, l'ordre impérialiste au Moyen-Orient se confond avec le terrorisme d'État israélien et sa politique d'expansion, de colonisation, d'annexions. Mais c'est ce même ordre impérialiste qui a détruit l'Irak et décomposé la Syrie. C'est cet ordre impérialiste qui a plongé les peuples de toute la région dans des crises sociales et politiques infinies.

Les Libanais en savent quelque chose ! Les frontières de leur pays ont été tracées par la France coloniale qui l'a artificiellement séparé de la Syrie. Son système politique basé sur les divisions communautaires a été, lui aussi, conçu par les puissances coloniales pour affaiblir le futur État et le maintenir sous leur dépendance.

La population libanaise, dont une fraction est constituée de réfugiés palestiniens, a payé ces calculs de quinze années de guerre civile de 1975 à 1990. Car le Liban est devenu une arène dans laquelle toutes les puissances de la région s'affrontent, soutenant chacune telle ou telle milice confessionnelle.

Des Libanais disent leur désarroi d'être les éternels otages d'une guerre qui n'est pas la leur. En fait, c'est le cas de tous les peuples de la région.

Car ce qui se joue dans ces affrontements, et ce

qui oppose Israël aux Palestiniens, n'est pas une guerre entre juifs et musulmans. C'est de savoir qui continuera de dominer cette région. Qui profitera du pétrole et à quelles conditions, et qui contrôlera le commerce maritime passant par le détroit d'Ormuz et le canal de Suez.

C'est la préoccupation des puissances impérialistes, et c'est aussi celle de l'Iran et des partis nationalistes comme le Hamas et le Hezbollah.

Car, ils l'ont montré au pouvoir, leur problème n'est pas de sortir leurs peuples de la pauvreté. En participant, eux aussi, à l'engrenage guerrier, ils ne visent qu'à récupérer une plus grosse part du butin et à profiter de ce même système d'exploitation et de pillage.

Il faut sortir de l'impasse sanglante qu'est le nationalisme et chercher à se construire un avenir commun. Cela ne se fera qu'au travers de la volonté des travailleurs et des opprimés de tous les pays de s'unir par-delà les frontières et les nationalités pour renverser l'impérialisme et la classe capitaliste qui en est à la tête. Ce combat commence, bien sûr, dans notre propre pays.

Nathalie Arthaud



STRINGER DPA

Barnier : creux comme toujours, réactionnaire comme rarement

Mardi 1^{er} octobre, le Premier ministre Barnier a fixé son cap devant les députés. Il a certes commencé par dire que les plus riches et les grandes entreprises seront mis à contribution, exceptionnellement, pour faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'État.

Qui, combien, comment ? Voilà un mystère aussi bien gardé que les coffres des capitalistes. Tout au long du discours, aucune des économies envisagées pour réduire le déficit public ne concerne les cadeaux faits au grand patronat, toutes retomberont donc directement ou indirectement sur la population, comme à l'accoutumée.

Aux travailleurs, Barnier offre une augmentation de 2 % du smic au 1^{er} novembre,

c'est-à-dire la misérable augmentation déjà évoquée cet été et de toute façon obligatoire au 1^{er} janvier. Pour le reste, les salariés, les retraités et les pensionnés attendront l'issue d'un dialogue social renouvelé entre les confédérations syndicales et le patronat. On a rarement vu une boudruche aussi plate. Les services publics continueront à déperir et, faute d'avoir les moyens d'embaucher, ils en

seront réduits à demander aux retraités, enseignants ou médecins, de reprendre le collier.

Barnier, qui a besoin du vote ou de l'abstention des députés pour que son gouvernement ne soit pas censuré, a fait appel à leur sens du compromis en leur offrant des dragées très inégalement réparties. Si la gauche a dû se contenter d'un coup de chapeau au socialiste Rocard, cadeau peu onéreux, Barnier offre au RN le débat sur le changement de scrutin exigé par l'extrême droite, des possibilités nouvelles de participer à l'élaboration des lois. Ces hochets parlementaires

sont enrobés dans la promesse, dont il a déjà donné des gages, de « respecter » le RN. Il honore surtout l'extrême droite en reprenant son vocabulaire, sur un ton à peine moins provocateur que celui de Retailleau, quant à l'immigration et à la sécurité. Il y aura donc plus de contrôles, aux frontières et dans la rue, plus de prisons et de prisonniers, plus d'amendes et de saisies sur salaire et sur allocation pour les payer. Précis pour une fois, le Premier ministre se propose de faire arrêter, juger, condamner et emprisonner sur le champ les délinquants mineurs. Il vise ici évidemment les petits voyous et ceux qui traînent avec eux dans les cités populaires, pas les industriels et les financiers qui ruinent les populations et détruisent la planète.

Barnier, consacrant quelques phrases à l'outremer, a parlé de la nécessaire



lutte contre la vie chère dans ces régions. C'est un écho évident aux luttes actuelles en Martinique. Le Premier ministre a aussi accédé à certaines des revendications politiques qui mobilisent les Kanaks en Nouvelle-Calédonie depuis des mois, à travers de multiples manifestations et malgré une féroce répression policière et militaire.

Comment dire plus clairement que Barnier craint l'explosion sociale, semble la prévoir et céderait devant elle. Voilà qui constitue, pour les travailleurs, la seule information sérieuse de ce discours purgatif.

Paul Galois

Dette de l'État : à la bourgeoisie de payer !

KHARINE CHAROVSUD-OUEST



Le ministre du Budget a annoncé le 25 septembre que le déficit allait dépasser 6 % du PIB, contre les 5,1 % attendus. La dette publique, elle, atteignait 3 228,4 milliards à la fin du deuxième trimestre, soit 112 % du PIB, selon les chiffres publiés le 27 septembre par l'Insee.

Dans ces conditions, l'État, qui emprunte en permanence de l'argent sur les marchés financiers, se voit imposer des taux d'intérêt toujours plus élevés. Certains taux dépassent désormais ceux exigés de l'Espagne ou de la Grèce. Car une partie des capitalistes s'enrichissent de la dette des États, et leur appliquent des taux d'intérêt différents en fonction de la confiance qu'ils placent dans leur capacité à faire rembourser la dette par leur population. La confiance vis-à-vis de l'État français est donc en baisse.

Le gouvernement compte bien regagner cette confiance, en faisant durement payer la population. S'il s'est engagé à ne pas

augmenter les impôts de ceux qui travaillent, Barnier veut en priorité diminuer les dépenses, et en particulier celles qui sont les plus utiles aux milieux populaires : il s'agit de la protection sociale, des dépenses de santé, d'éducation, de transports, de l'entretien des routes et autres infrastructures. Cela passera par des suppressions d'emplois dans tous ces domaines.

Pourtant, ce sont les cadeaux fiscaux faits aux bourgeois ces dernières années qui ont fait diminuer les recettes de l'État : l'impôt sur la fortune (ISF) a été transformé en impôt sur la fortune immobilière (IFI), excluant de cet impôt tous

les placements financiers ; l'impôt sur les sociétés a été diminué de 33,3 à 25 % ; la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises a été diminuée, et devrait disparaître d'ici à 2027. Il s'agit de plusieurs dizaines de milliards d'euros de baisses d'impôts pour les entreprises, en particulier pour les plus grosses.

Et c'est aussi à la bourgeoisie qu'a profité l'explosion des dépenses de l'État, notamment à l'époque du Covid avec la politique du « quoi qu'il en coûte », lorsque l'État a financé une part importante des salaires des travailleurs confinés, en particulier ceux des plus grosses entreprises qui avaient largement de quoi payer elles-mêmes. C'est aussi les capitalistes qui ont profité des multiples aides, CICE et crédit impôt recherche en particulier, qui se comptent par centaines de milliards chaque année.

Alors, pour faire passer la pilule de l'austérité, Michel Barnier fera peut-être payer une petite obole aux grandes entreprises. Il envisage un prélèvement exceptionnel sur les grands groupes, une taxe sur les rachats d'actions. Mais c'est l'ensemble de la dette que la bourgeoisie devrait rembourser, car ce sont ses coffres qu'elle a remplis.

Hélène Comte

Fêtes régionales

Lille

Samedi 5 octobre à 14 heures
Avec Jean-Pierre Mercier

Rennes

Samedi 5 octobre à 15 heures
Débat avec Nathalie Arthaud à 17 h 30

Bordeaux

Dimanche 6 octobre à 11 heures
Au Château du Diable à Cenon
Débat avec Nathalie Arthaud à 14 h 30

Fourmies

Dimanche 6 octobre à 11 heures
Espace Mandela

Orléans

Samedi 12 octobre à 14 heures
ZA des Bicharderies à Fleury-les-Aubrais

Grenoble

Samedi 12 octobre à 14 h 30
Salle des fêtes d'Échirolles

Tours

Samedi 12 octobre à 14 h 30
Salle des fêtes de Saint-Pierre-des-Corps
Débat avec Nathalie Arthaud à 18 h 30

Strasbourg

Samedi 12 octobre à 16 heures
Salle du Manège à Strasbourg-Meinau
Avec Jean-Pierre Mercier

Reims

Dimanche 13 octobre à 11 heures
Salle des Phéniciens

Retailleau : tête de pont... vers le RN

Visiblement, Retailleau était le seul des 42 ministres à pouvoir s'exprimer avant la déclaration de politique générale de Barnier, mardi 1^{er} octobre. Il s'en est donc donné à cœur joie, exhalant sa haine des immigrés dans le *Journal du dimanche* du 29 septembre.



Le nouveau ministre de l'Intérieur vomit une immigration qui aurait « bouleversé le pays depuis 50 ans ». Il promet d'expulser par dizaines de milliers en multipliant le nombre de détentions administratives et leur durée et en faisant

pression sur les pays d'origine. Il revient à la charge contre l'aide médicale d'État (AME), pour la double peine, contre le regroupement familial et pour toutes les mesures vexatoires et arbitraires envers les migrants, quel que soit leur âge et leur situation, d'où qu'ils viennent et où qu'ils aillent, sans considération aucune pour l'enfer qu'ils fuient au péril de leur vie. Retailleau parle de « Français de papier », notion inconnue depuis Pétain et lourde de menaces pour des millions de travailleurs, propose de changer les lois pour faire appliquer sa politique et de modifier la Constitution pour pouvoir organiser un référendum sur l'immigration.

Nombre de commentateurs et de responsables

politiques, y compris parmi ceux qui soutiennent ce gouvernement, remarquent que les mesures avancées par Retailleau sont, en plus d'être révoltantes, un tissu de stupidités, de mensonges et d'impossibilités. Pour ne prendre qu'un exemple, que serait le pays aujourd'hui sans le travail de générations d'immigrés exploités dans les usines, sur les chantiers, dans les

services publics ? Qui a peiné pour que même un triste sire comme Retailleau roule en voiture sur une route asphaltée, dorme au sec dans un logement nettoyé, soit servi au restaurant et soigné à l'hôpital ?

En revanche, les diatribes du ministre de l'Intérieur ont été très bien reçues par l'extrême droite. C'est bien normal, elles ont été faites pour ça, afin d'assurer

au gouvernement Barnier la neutralité bienveillante des députés du RN.

La gauche du Nouveau Front populaire et certains macronistes s'offusquent évidemment des propos de Retailleau, oubliant un peu vite qu'ils ont demandé à leurs électeurs de voter pour ses semblables... pour se protéger du RN.

Paul Galois

Les déboires d'un débutant

Le ministre de l'Économie et macroniste Antoine Armand a été rappelé à l'ordre après avoir affirmé qu'il recevrait tous les partis pour discuter de sa future politique économique... sauf le RN.

Il avait échappé à l'apprenti ministre qu'il ne s'agit plus de se faire élire avec des voix de gauche mais d'assurer au gouvernement un appui dans une

Assemblée nettement plus à droite que la précédente. Mais le RN s'est bien vite chargé de rappeler l'accord conclu en coulisse avec le Premier ministre, en menaçant immédiatement de censurer le gouvernement. Barnier s'est alors trouvé réduit à appeler Marine Le Pen pour s'excuser et lui assurer avoir convenablement sermonné son ministre...

confirmant ainsi que le RN fait désormais office de partenaire du pouvoir.

Après avoir fait campagne en expliquant qu'il fallait « faire barrage au RN », ce macronien, encore débutant en politique, n'a pas encore acquis la souplesse pour retourner sa veste en un tournemain. C'est le métier qui rentre...

Sacha Kami

Affaire Philippine : crime odieux, campagne répugnante

Le viol et le meurtre de Philippine, une étudiante de 19 ans, retrouvée morte dans le bois de Boulogne samedi 21 septembre, a été le prétexte au déclenchement d'une campagne xénophobe, utilisant le fait que le suspect est un étranger sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF).

La droite et l'extrême droite déversent leur haine contre les immigrés. Ils dénoncent le prétendu laxisme de la justice, mais n'ont pas eu le même ton lorsqu'il s'agissait de l'abbé Pierre ou des accusés des viols de Mazan. Ils prétendent qu'expulser davantage protégerait les « Français » en général, et les femmes en particulier. De qui se moquent-ils ? Les seuls « Français » qu'ils protègent sont les grands patrons. Pour les autres, les travailleurs, les classes populaires, ils sont priés de se débrouiller non seulement avec une vie quotidienne de plus en plus difficile, mais aussi avec la hausse des violences sur fond de montée de la pauvreté.

En réalité, ces démagogues n'ont aucune solution

contre la récidive, car cela nécessiterait de déployer des moyens considérables, matériels et humains, afin de suivre tous les cas, de proposer des solutions concrètes. Au contraire, les lois se durcissent depuis des années, de plus en plus de peines sont prononcées,

sans que cela fasse baisser les violences ni la délinquance. Les structures d'accueil pour les femmes victimes de violences – le plus souvent de la part d'un proche – sont surchargées et notoirement insuffisantes, de même que le suivi des coupables.

L'utilisation cynique de cette affaire alimente les préjugés racistes, fonds de commerce électoral des démagogues qui camouflent ainsi leur impuissance devant la misère sociale.

Camille Paglieri



Aide médicale d'État : des torrents de mensonges

Il ne se passe plus un jour sans une sortie médiatique fracassante du ministre de l'Intérieur Retailleau. Le 23 septembre, il a repris la vieille rengaine de la droite et du RN contre l'aide médicale d'État (AME), dont Barnier avait déjà demandé la suppression en 2021, durant la primaire LR.

L'AME permet de prendre en charge les frais médicaux, hospitaliers et pharmaceutiques des étrangers en situation irrégulière résidant en France depuis plus de trois mois et disposant de revenus inférieurs à 810 euros par mois. Le coût de ce dispositif se monte à un milliard d'euros, soit 0,5 % des dépenses de santé. Sa suppression ne générerait même pas d'économies budgétaires. Limiter l'AME uniquement aux cas « d'urgence » est non seulement inhumain mais absurde. Cela signifierait des consultations plus tardives nécessitant des soins plus lourds et plus coûteux... et

contraindrait des malades qui auraient pu se rendre chez le médecin à s'adresser aux urgences et aux structures hospitalières déjà complètement saturées. Supprimer l'AME augmenterait de plus le risque d'épidémie pour toute la population, en réduisant les vaccinations et en retardant les traitements.

Le démagogue Retailleau prétend que des migrants viendraient uniquement pour profiter de la protection sociale en France, mais c'est un mensonge ! La moitié seulement des personnes qui auraient droit à l'AME y ont effectivement recours. Une grande part du fonctionnement du système hospitalier, en revanche, fonctionne grâce à la compétence et au dévouement de travailleurs étrangers ou issus de l'immigration, y compris le corps médical. Cela, évidemment, il ne faut pas compter sur Retailleau ou ses acolytes pour le rappeler.

S. K.

Petites retraites : grande pauvreté

En France, deux millions de personnes âgées vivent avec moins de 1 216 euros, un chiffre en augmentation constante. C'est le constat sans appel du rapport annuel de l'association caritative Les Petits Frères des pauvres publié le 29 septembre.

De 8 % en 2015, la pauvreté touche aujourd'hui 11 % des retraités, et même 18 % pour ceux qui vivent seuls.

Le gouvernement avait tenté de faire passer la dernière réforme des retraites en promettant d'augmenter les petites pensions. Au 1^{er} octobre, celles-ci devraient donc royalement être revalorisées de 50,94 euros en moyenne, à

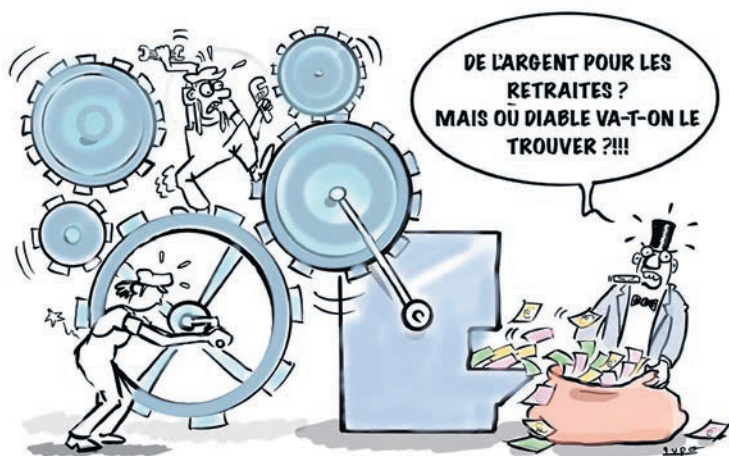
condition d'avoir cotisé une carrière complète au smic. Cette mesure concernerait 850 000 travailleurs, dont les pensions atteindraient ainsi péniblement 1 200 euros brut, c'est-à-dire encore moins que le seuil de pauvreté. Mais une quelconque revalorisation n'a de sens que si les pensions suivent la hausse des prix. Avec l'inflation galopante de ces dernières années, de nombreux

retraités ont vu leur pouvoir d'achat diminuer. Sans surprise, les femmes sont les premières concernées par cette pauvreté grandissante : avec des carrières hachées, des salaires plus faibles que ceux des hommes, elles deviennent des retraitées pauvres.

Le rapport de l'association souligne que 69 % des personnes interrogées ont déclaré avoir connu au moins une privation au cours de l'année écoulée : chauffage, nourriture, santé... Alors que le gouvernement et le patronat continuent à affirmer que les retraités coûtent cher à la société, qu'ils vivraient au-dessus de leurs moyens, on voit ce qu'il en est. Même pour ceux qui ont pu travailler toute leur vie, la retraite est loin d'être un long fleuve tranquille.

Se reposer après une vie d'exploitation, pouvoir vivre dignement sans se priver de choses essentielles devrait pourtant être la moindre des choses au 21^e siècle.

Camille Paglieri



Bureaux de poste : pas assez rentables ?

Le 27 septembre, le PDG de La Poste, Philippe Wahl, a annoncé devant des maires ruraux que l'État envisage de supprimer 50 millions d'euros, soit près d'un tiers des moyens servant au fonctionnement de 17 000 « points de contact », qui n'assurent déjà plus les mêmes services que les bureaux de poste.

« Ce n'est pas une bonne nouvelle », a réagi Stéphane Travert, député macroniste de la Manche et ancien ministre de l'Agriculture. Il faut dire qu'il est aussi président d'un « Observatoire de la présence postale en milieu rural, dans les quartiers classés prioritaires et en Outre-mer », dans lequel les maires sont censés dialoguer avec La Poste et l'État. En fait de dialogue, La Poste ferme des bureaux dans les quartiers populaires des villes ou en réduit les horaires et, en milieu rural, elle a déjà transformé plus de la moitié des bureaux de poste en « points de contact » : agences postales communales gérées

par des employés municipaux ou simple relais chez des commerçants ou dans les supermarchés.

La baisse du nombre de bureaux de poste, de 17 000 en 1980 à 10 000 en 2010 s'est poursuivie ensuite avec la mise en concurrence du secteur postal et l'intervention de la Caisse des dépôts, banque d'État en lien direct avec le capital financier, qui dispose aujourd'hui des deux tiers du capital de La Poste, le tiers restant appartenant à l'État. Il n'y avait plus que 5 985 bureaux en juillet dernier et de nouvelles fermetures sont annoncées, trente-huit par exemple en



Bureau de poste itinérant dans la Creuse.

Loire-Atlantique, alors qu'il faut déjà faire parfois des kilomètres pour trouver du travail, se soigner, etc.

La nouveauté est la remise en cause des « points de contact », sauf dans les communes qui auront les moyens et feront le choix de les financer elles-mêmes. L'État, pour pouvoir continuer de subventionner les capitalistes sacrifie ce service particulièrement utile à la population. Quant à La Poste, son seul objectif depuis des années est de faire des bénéfices, comme n'importe quelle entreprise.

Jean Sanday



LP C. S.

Congrès des HLM : pas même des promesses !

Quatrième ministre du Logement en deux ans, sixième depuis 2017, Valérie Létard s'est présentée au congrès des HLM à Montpellier du 24 au 26 septembre en annonçant tout de go qu'elle n'avait pas de « baguette magique ».

Le gouvernement ne fait même pas de promesses aux 4 millions de mal-logés, aux 2,6 millions de ménages en attente d'un logement social, aux 330 000 personnes sans domicile fixe, deux fois plus qu'il y a dix ans. Non seulement l'État n'atténue pas les ravages du marché capitaliste, mais il a prélevé 18 milliards d'euros sur le budget des HLM depuis 2017, notamment en leur demandant de financer à sa place une partie des APL versés aux locataires. Pour la rénovation énergétique des bâtiments, l'enveloppe de 1,2 milliard d'euros sur trois ans, annoncée lors du précédent congrès, reste dans les limbes alors qu'il serait nécessaire de multiplier par dix le nombre des rénovations. En conséquence, les HLM augmentent

les loyers, leur endettement atteint 150 milliards d'euros et ils doivent « arbitrer entre constructions neuves et réhabilitations », comme le relève leur principal banquier, la Caisse des dépôts, qui prévoit que le nombre de constructions « sociales » doit continuer à baisser jusqu'à 72 000 vers 2030 contre 126 000 il y a quelques années.

Dans le système capitaliste, la question du logement a toujours été un problème pour la classe ouvrière. Embaucher les maçons et tous les corps de métiers de façon à produire les logements en fonction des besoins de la population et non pas de ceux du marché capitaliste, cela ne pourra se faire que sous la pression et le contrôle de la classe ouvrière.

J. S.

Complémentaires santé : toujours plus chères

Un rapport d'information sur le coût des complémentaires santé, dont les tarifs ont augmenté de plus de 8 % en moyenne en 2024, a été présenté au Sénat jeudi 26 septembre.

La mission, qui estime que la hausse des tarifs est supérieure à l'augmentation des dépenses de santé et des nouvelles dispositions que les mutuelles ont à assumer, propose 22 pistes de réforme. Si les sénateurs se disent inquiets « pour l'avenir de la couverture santé et de l'accès aux soins », ils ne le sont manifestement pas assez pour retenir l'idée initialement avancée d'augmenter la prise en charge de la Sécurité sociale. Désormais, ils jugent

cela « trop complexe ».

Il est plus facile en effet de rejeter la responsabilité sur les mutuelles alors que l'État se désengage sans cesse un peu plus. Qu'importe que cela contraigne encore plus de travailleurs à choisir entre leur mutuelle et les autres dépenses de la vie courante, qui flambent elles aussi. Qu'importe que le renoncement aux soins progresse toujours plus, puisque la seule santé qui les préoccupe est celle des profits des grands groupes capitalistes.

L'accès aux soins devrait être un droit garanti à tous, financé par les caisses des capitalistes.

David Mencas

Le meeting de Lutte ouvrière, le 28 septembre à la Mutualité, a été un succès en présence de 1 200 participants enthousiastes. Jean-Pierre Mercier et Nathalie Arthaud ont pris la parole. Ci-dessous, des extraits de leurs interventions.



Jean-Pierre Mercier : l'avenir de l'humanité, c'est le socialisme ou la barbarie



[...] La composition de ce gouvernement a été réfléchi dans l'unique but de gagner les faveurs du Rassemblement national. [...] Ce coup de barre à droite aura des conséquences immédiates pour la fraction immigrée de la classe ouvrière, qui fera les frais des mesures démagogiques que va prendre un Retailleau pour complaire au RN dans le but de diviser les travailleurs. Ces mesures, il faudra les combattre !

Mais, contrairement aux balivernes que nous servent à la télé matin, midi et soir les porte-parole du Nouveau Front populaire, la raison pour laquelle ce gouvernement sera, à coup sûr, féroce anti-ouvrier n'est pas qu'il est très ancré à droite. La nouvelle offensive contre les travailleurs qui se prépare n'a rien à voir avec la couleur politique du gouvernement – et elle aurait été menée,

avec autant de cynisme et de brutalité, par un gouvernement Nouveau Front populaire, et ce pour une raison simple : c'est ce qu'ordonne le grand patronat. Et quand le grand patronat ordonne, les gouvernements de gauche comme de droite s'exécutent, ils l'ont assez montré par le passé.

La seule, l'unique feuille de route qui a été posée sur le bureau de Michel Barnier, c'est d'aider le patronat à mener cette offensive. [...]

L'offensive contre les travailleurs s'intensifie

[...] À l'usine de Poissy où je travaille, c'est bien une véritable offensive en règle qui est en cours depuis des mois, et qui se traduit, très concrètement, par une aggravation féroce des conditions de travail pour les ouvriers. La logique du patron est simple : il faut produire autant de voitures avec de moins en moins d'ouvriers. Après avoir viré tous les intérimaires, tous les moyens sont bons pour pousser les travailleurs vers la porte, car tant qu'à faire, cela arrange le patron que les travailleurs s'en aillent d'eux-mêmes aujourd'hui plutôt que de devoir les licencier demain.

C'est ainsi que des ouvriers de plus de 55 ans, voire de 60 ans, déjà usés, cassés par toute une vie de

travail, ont été mutés de force des ateliers du Ferrage ou de la Peinture sur les chaînes de l'atelier du Montage, là où le travail est le plus dur ; là où en général ce sont de jeunes intérimaires de 25 ans qui tentent de tenir les postes. Alors imaginez ce que ça veut dire de se retrouver à 60 ans à devoir tenir de tels postes !

Et la direction fait exploser les charges de travail : là où on était trois à effectuer le travail, on n'est plus que deux, puis plus qu'un seul. Les postes sont tellement chargés que dans certains secteurs, tous les moniteurs sont en poste, toute la journée, eux qui sont censés remplacer les ouvriers quelques minutes, ne serait-ce que pour aller aux toilettes, eh bien... on ne peut plus s'arrêter. Et aucune catégorie de travailleurs n'est à l'abri de ces attaques, y compris les ouvriers professionnels. [...] C'est ça, l'économie capitaliste, ça n'a jamais été que ça et ce ne sera jamais rien d'autre !

Une société pourrie jusqu'à la moelle

[...] C'est un système dont les dirigeants affirment chaque jour, tranquillement, cyniquement : que crèvent les travailleurs, pourvu que se maintiennent nos taux de profit. [...] Dans ces conditions, faire croire aux travailleurs que la solution à leurs problèmes pourrait

venir du choix d'un gouvernement à la place d'un autre, qu'il soit de gauche, de droite ou d'extrême droite, est un mensonge.

[...] À l'opposé de ce discours, il faut dire la vérité aux travailleurs en commençant par tracer des perspectives politiques et de combat face à la catastrophe sociale qui se prépare. La vérité, c'est que nous ne sommes pas condamnés à subir, que nous avons entre nos mains, nous, la classe ouvrière, la force de renverser le cours des choses. Nous, le monde du travail, nous sommes les bras et les cerveaux qui font tourner le monde, nous produisons toutes les richesses, nous faisons tout tourner, mais aussi nous inventons et nous fabriquons tout ce qui permet à l'humanité de vivre et de progresser. Tout cela c'est l'œuvre de notre classe : si la société fonctionne, au jour le jour, on le doit uniquement au dévouement, au courage, à l'énergie, à l'intelligence des travailleurs.

Quand cette énergie, ce dévouement, cette intelligence s'ajouteront à la rage de se battre pour défendre ses intérêts, la classe ouvrière représentera une force extraordinaire et redoutable.

Quand les travailleurs retrouveront confiance dans leur force collective, ça sera sans doute, d'abord par des

grèves massives qui seront le premier acte de désobéissance. Mais ce ne pourra être que cela, un premier pas ! [...] Car le seul moyen de mettre réellement les capitalistes hors d'état de nuire, ce sera de leur arracher le pouvoir – le pouvoir économique, en nous emparant de leurs usines, de leurs banques, et du pouvoir politique, en l'exerçant nous-mêmes, nous, les travailleurs, et en dirigeant la société par en bas ! Cela s'appelle la révolution.

Et dans cette période si grosse de dangers et de menaces, où les travailleurs sont, à juste titre, plus inquiets que jamais sur leur avenir, dans cette période de crise politique, de crise économique, de marche à la guerre, qui peut se finir en cauchemar pour toute l'humanité si la classe ouvrière ne prend pas les choses en main, nous devons plus que jamais tenir bon sur nos idées, brandir bien haut et bien fièrement notre drapeau rouge, nos idées communistes révolutionnaires, nos perspectives d'un avenir meilleur pour l'humanité !

Comme disait Rosa Luxemburg, l'avenir de l'humanité, c'est le socialisme ou la barbarie. La barbarie gagne chaque jour du terrain. Alors, camarades, battons-nous fièrement pour le socialisme !

Nathalie Arthaud : construire un parti communiste révolutionnaire



Il faut construire un parti communiste révolutionnaire. Un parti qui affirme que la société ne changera réellement qu'au travers d'une levée en masse des exploités et des opprimés décidés à prendre leur sort en main. [...]

Il est peut-être difficile de l'imaginer aujourd'hui, mais il y a eu dans le passé de grands partis révolutionnaires. En même temps que le capitalisme, le prolétariat et une multitude d'organisations, des mutuelles, des syndicats et des partis ouvriers se sont développés. Beaucoup épousèrent les perspectives tracées en 1848 dans le *Manifeste du parti communiste* par Marx et Engels : celle d'une révolution ouvrière internationale. [...]

Ces partis, dont le PS en France, ont trahi cet idéal en 1914, quand ils renoncèrent à combattre la première guerre capitaliste mondiale et participèrent à l'union sacrée en envoyant paysans et ouvriers sur les champs de bataille. Mais après cela, le Parti communiste reprit le flambeau dans le sillage de la révolution russe et de la vague révolutionnaire qui déferla sur toute l'Europe dans les années 1920. La perspective révolutionnaire s'était, en effet, concrétisée en Russie où les paysans et les ouvriers avaient imposé leur propre gouvernement, chassé la bourgeoisie du pouvoir et des entreprises et commencé à réorganiser la société sur des bases collectives.

Cet élan fut stoppé par l'échec de la vague révolutionnaire, puis par la bureaucratisation du pouvoir

soviétique et l'instauration de la dictature stalinienne. Et, dès les années 1930, le PC français, sous la tutelle de Staline, n'avait plus rien de révolutionnaire. Mais il continua à transmettre, malgré lui, du fait de son nom et de son rattachement à la révolution russe, l'idée qu'un jour les exploités, les ouvriers, les employés, toutes les petites mains de la société prendront le pouvoir comme en Russie et mettront fin à l'exploitation et aux classes sociales.

Réformer le capitalisme ou le renverser

Avec la chute de l'URSS et après des années de participation du PC à plusieurs gouvernements d'union de la gauche, cette perspective a régressé et a presque disparu des consciences. Tous les partis de gauche, comme les directions syndicales, se sont intégrés dans la société bourgeoise. Au lieu de militer pour renverser le système, ils se battent pour le gérer. Faisant croire qu'ils pourraient, eux, réformer le capitalisme et le rendre plus juste. Et c'est vrai aussi de La France insoumise de Mélenchon qui se donne un ton plus antisystème, mais qui nous ressert les mêmes vieilles recettes rassies de l'union de la gauche et du nationalisme. [...]

Alors face à la barbarie actuelle, le problème ne consiste pas seulement à arracher quelques miettes aux capitalistes, leur faire payer un peu plus d'impôt ou de regagner deux années de retraite, il s'agit de les empêcher de nuire !

[...] Il faut construire un

parti révolutionnaire qui en revienne aux perspectives communistes révolutionnaires. Que les travailleurs prennent le pouvoir politique, qu'ils exproprient les capitalistes des secteurs vitaux de l'économie, les banques, les grandes multinationales et commerciales et qu'ils réorganisent toute l'économie sur des bases collectives pour que chaque être humain puisse se nourrir à sa faim, disposer d'un toit, accéder à la santé publique et à l'éducation, sans être forcé de passer sa vie à trimer du matin au soir.

[...] Une chose est sûre, les crises qui nous attendent susciteront des réactions, feront bouger les consciences. Les périodes les plus sombres ont parfois accouché des plus grandes révolutions, c'est-à-dire des moments où des millions de femmes et d'hommes se transforment en combattants pour changer leur sort. C'est dans ces moments-là que les idées révolutionnaires peuvent s'implanter auprès de larges masses.

Et s'il y a ne serait-ce que le noyau d'un parti révolutionnaire, il y aura la possibilité de repartir de l'avant et de faire en sorte que les révoltes ne soient pas stériles ou dévoyées sur un terrain réactionnaire. Alors, même minoritaires, il faut maintenir vivantes les idées révolutionnaires, même à contre-courant, il faut avancer et être fiers de nos idées et de notre idéal !

[...] La révolution ouvrière ne peut s'arrêter aux frontières d'un État, comme l'a montré l'isolement puis la dégénérescence de l'URSS et finalement son éclatement.



La bourgeoisie a établi son système à l'échelle du monde, c'est à cette échelle qu'il faudra le renverser. Il faut donc construire des partis révolutionnaires dans tous les pays et les relier dans une internationale avec le même objectif : supprimer la propriété privée sur les grandes entreprises, en finir avec la loi du profit et la concurrence et faire sauter toutes les frontières, qui datent du temps des calèches et de la bougie !

Nos convictions ne sont pas indexées sur le moral, la combativité et l'état d'esprit qui existe à tel ou tel moment dans la classe ouvrière. Elles sont basées sur les principes fondamentaux du marxisme : ce n'est pas d'abord les idées qui sont les moteurs de l'histoire, c'est la lutte des classes ; la classe ouvrière n'est pas seulement une classe souffrante et victime de l'injustice, mais une classe de révolutionnaires en puissance.

Ce qui fonde notre optimisme

Le capitalisme peut sembler triompher mais la concentration des capitaux dans les mains de quelques-uns et les multinationales qui étendent leurs tentacules sur toute l'économie, imposent, de fait, un fonctionnement de plus en plus collectif, centralisé et mondialisé de l'économie. Oui, n'en déplaise à Elon Musk, à Bernard Arnault et autres capitalistes qui se croient tout-puissants, en faisant travailler ensemble des centaines de milliers de personnes, ils préparent les bases pour l'avènement du communisme. Que la classe ouvrière renverse leur pouvoir et les exproprie, et elle aura entre les mains tous

les moyens de construire la société de demain !

[...] Soyez convaincus qu'un état d'esprit, ça change. Où en était l'état d'esprit des paysans à la veille de la révolution française, en 1788 ? En Russie, à la veille de février 1917, où en était l'état d'esprit des femmes qui voyaient leurs enfants mourir de faim, l'état d'esprit des soldats qui servaient depuis trois ans de chair à canon ? Et qui peut dire où en est aujourd'hui l'état d'esprit des ouvriers des bagnes industriels chinois, et de ceux tout aussi féroces de Taïwan ou du Vietnam ? Où en est réellement la conscience des travailleurs ukrainiens et russes ?

Même s'il est impossible de mesurer l'esprit de révolte qui peut exister à tel ou tel endroit, une chose est certaine : il ne peut que grandir en réponse à la barbarie qui nous entoure. La guerre sociale se mène sans relâche et elle traverse le monde entier, opposant à une poignée de privilégiés des milliards d'exploités dont les plus gros bataillons se trouvent en Chine, en Inde et aux États-Unis. [...]

Ici, en France, nous ne constituons qu'un petit bataillon de la grande armée ouvrière mondiale. Mais nous avons un grand rôle à jouer, celui de diffuser et semer les graines révolutionnaires. Le feu couve sous la cendre. Regardez les feux de forêt, ils peuvent démarrer à un endroit, se propager sous la terre et resurgir des kilomètres plus loin. Les idées révolutionnaires l'ont montré, elles ont cette force-là. Alors, haut les cœurs, aidez-nous à construire le parti qui sera l'outil décisif pour changer le monde. [...]



Autriche : la montée de l'extrême droite

Lors des élections législatives du 29 septembre en Autriche, le parti d'extrême droite FPÖ est arrivé en tête – devant le parti conservateur ÖVP et le Parti social-démocrate – avec près de 29 % des voix exprimées, réalisant ainsi son meilleur score depuis que ce parti, qui réunissait au départ des anciens nazis, a été autorisé en 1949.

Lors des élections précédentes, en 2019, le FPÖ n'avait obtenu que 16,2 %. À l'époque il avait enregistré un recul important suite à l'affaire Strache, du nom de son ancien dirigeant, alors vice-chancelier... qui avait été filmé à son insu en train de se laisser corrompre. Pour un parti se présentant comme un champion de l'ordre « antisystème », cela faisait mauvais genre. Le FPÖ a réussi à faire oublier ce discrédit, en particulier en attirant d'anciens électeurs de l'ÖVP, qui dirigeait le gouvernement sortant avec les Verts et s'est usé au pouvoir. L'ÖVP a participé aux

différents gouvernements de façon presque ininterrompue depuis 1987. C'est dans les régions rurales et périurbaines, où ce parti de droite domine habituellement, que le FPÖ progresse le plus.

Mais le pourcentage important de l'extrême droite est aussi lié au véritable apartheid électoral qui existe en Autriche, où de nombreux jeunes, nés dans le pays mais issus de parents immigrés, n'ont pas la nationalité, et donc pas le droit de vote, ce qui contribue automatiquement à renforcer le poids des voix réactionnaires. Que des travailleurs d'origine

immigrée soient écartés du droit de vote n'est bien sûr pas propre à l'Autriche, mais cela y atteint des proportions colossales : selon de nombreuses associations, leur nombre serait aussi important que celui des électeurs du FPÖ ! Et, d'après la centrale syndicale ÖGB, 60 % des travailleurs de Vienne, la capitale, n'ont pas le droit de vote !

Pendant une campagne électorale bien loin des intérêts des travailleurs, le dirigeant du FPÖ, Herbert Kickl, qui a été ministre de l'Intérieur entre 2017 et 2019, a remué les idées les plus crasses, évoquant l'organisation d'un référendum sur la réintroduction de la peine de mort, parlant d'une « crise de l'asile » et de remigration, alors que le nombre de demandeurs d'asile est en nette régression depuis deux ans. Kickl a aussi mis en avant le thème du repli

sur soi, de « la forteresse Autriche. » Ce fatras d'extrême droite s'ornait, sur les affiches, de moult citations de la Bible.

Qu'il en fasse partie ou non, le FPÖ sera donc en situation de peser sur l'orientation réactionnaire du prochain gouvernement. Cela frappera bien sûr la fraction immigrée de la classe ouvrière, mais pas seulement. Car sur le plan social, la feuille de route gouvernementale est déjà tracée. Et, comme partout en Europe, elle n'est guère originale : plan d'économies budgétaires de 12 milliards d'euros réclamé par la Cour des comptes ; augmentation du temps de travail à la demande du patronat, autorisation de la semaine de six jours et recul de l'âge de la retraite. Sans compter le chômage qui recommence à augmenter et les licenciements qui s'annoncent dans l'industrie.



Affiche du FPÖ : « Que ton 4^e Reich arrive. »

Pas plus qu'un autre pays, l'Autriche ne peut échapper à la crise du capitalisme et au pourrissement d'une société malade. S'ils ne veulent pas en être victimes, les travailleurs autrichiens, quelle que soit leur origine, n'auront pas d'autre choix que de résister aux attaques de la classe bourgeoise et de ses politiciens.

Henri Marnier

Allemagne : après les annonces de Volkswagen

Après ceux de la chimie (BASF) et du bâtiment, ce sont les dirigeants de la puissante industrie automobile et sidérurgique (ThyssenKrupp) qui annoncent des milliers de licenciements et de possibles fermetures d'usine en Allemagne.

Cela vient après l'annonce brutale de la fermeture d'une usine Audi, filiale du groupe VAG (Volkswagen) en Belgique. S'agissant de Volkswagen elle-même, qui reste une des marques les plus vendues au monde et compte près de 130 000 salariés rien qu'en Allemagne, l'annonce a causé un choc.

Ses travailleurs pouvaient se sentir un peu protégés par

la puissance de la marque, par des salaires un peu meilleurs que dans d'autres secteurs et par un prétendu contrat de « paix sociale » datant de 1994, signé par leur patron et le syndicat IG Metall et censé garantir l'emploi. VW et la direction du syndicat IG Metall s'enorgueillissaient d'un accord-phare, de la collaboration paisible entre patronat et représentants des salariés.

En fait de paix sociale, le patronat s'en est servi pour faire accepter des reculs aux ouvriers : en contrepartie du maintien des emplois, le syndicat a entériné des attaques permanentes sur les salaires, les horaires et conditions de travail. Et aujourd'hui VW fait voler en éclats la fable de la collaboration.

La direction de VW invoque la crise générale de l'économie, les marchés solvables saturés, les coûts de l'énergie, les barrières protectionnistes. La baisse des ventes sur le marché chinois

est liée au fait que les producteurs chinois concurrencent désormais les constructeurs occidentaux, produisant eux-mêmes et à moindre coût, notamment les véhicules électriques. Cela concerne pour l'instant uniquement le marché chinois : ailleurs, la part de marché de VW reste identique.

En 2023, VW a fait un bénéfice net de 18 milliards d'euros, en hausse. Pourquoi alors ces annonces brutales ? Les patrons de VW expliquent tranquillement que le présent est une chose, mais l'avenir est bien plus important. En clair, ils veulent garder la même marge opérationnelle (6 %), le même taux de profit malgré le recul attendu des ventes. Et pour cela, selon la logique patronale, c'est aux travailleurs de payer, peut-être par des licenciements et la fermeture de deux usines, ou par de nouveaux reculs sur les conditions de travail et les salaires. Et ce sera au moins aussi violent pour les dizaines de milliers d'ouvriers, dont les patrons dépendent de VW, chez les fournisseurs, les sous-traitants et bien sûr pour les travailleurs intérimaires.

Pour l'instant, VW n'a rien annoncé de précis, mais la brutalité volontaire, y compris dans la méthode

employée vis-à-vis du syndicat, est déjà un coup de massue porté aux salariés pour leur signifier que les temps seront durs, et aussi un signal au gouvernement, pour obtenir encore de l'argent public. Celui-ci a très bien compris le message : en réponse aux menaces de licenciements, il a immédiatement promis de nouvelles aides et subventions.

C'est dans ce contexte que les négociations salariales viennent de s'ouvrir pour les usines VW situées à l'ouest de l'Allemagne – car à l'est, les ouvriers ne bénéficient toujours pas, trente ans après la réunification, de la convention « maison ». De premières manifestations ont eu lieu, avec des pancartes comme : « Aucune fermeture d'usine » et « Les sacrifices ne nous ont encore jamais rien apporté. » Effectivement, et les travailleurs ont payé pour le savoir. L'ouverture des négociations est au calendrier pour l'ensemble de la métallurgie. Les travailleurs de VW, des autres constructeurs automobiles tels que BMW, Daimler Benz, des fournisseurs tels que Bosch, ZF et Continental subissent des attaques semblables et ont les mêmes intérêts. Ils vont avoir l'occasion de se faire entendre.

Alice Morgen



Rassemblement de travailleurs de Volkswagen à Hanovre, le 25 septembre.

Italie : tour de vis sécuritaire du gouvernement

Le 18 septembre, les députés italiens ont approuvé un nouveau décret-loi sur la sécurité publique. Censée garantir « la sécurité de tous », cette loi vise en réalité tous ceux qui contestent la politique du gouvernement.

Le « paquet sécurité », comme l'appellent les Italiens compte une trentaine d'articles, qui couvrent tous les domaines possibles, de la lutte contre le terrorisme à « l'occupation illégitime de l'espace public », en passant par l'interdiction du cannabis « light ».

Il s'agit surtout de transformer toute manifestation en délit et de renforcer les peines de prison déjà encourues. L'article 8, par exemple, menace de deux à sept ans de prison toute personne occupant illégalement un logement ou aidant à cette occupation. Il autorise également la police à expulser immédiatement les squatteurs. Quant à l'article 14, il introduit des sanctions pénales – qui peuvent aller jusqu'à deux ans de prison – pour « délit de

blocage de routes ou de voies ferrées » et qui pourraient concerner tout gréviste manifestant devant son usine. Un amendement a été ajouté pour aggraver les sanctions visant les manifestations contre les grands projets, comme celles qui se sont succédé contre le projet de ligne de train à grande vitesse entre l'Italie et la France.

Une série d'articles vise particulièrement les immigrés et les réfugiés. Ainsi, les articles 26 et 27 introduisent un nouveau délit, puni de deux à huit ans de prison, pour « organisation ou direction de révolte » dans une prison ou un centre de rétention, même en cas de « résistance passive à l'exécution des ordres donnés ». Les détenus ou les migrants accusés du délit de rébellion peuvent en outre

être privés du simple droit à un téléphone. Pour ajouter un petit bonus pour les forces de répression, la nouvelle loi les autorise à porter une arme personnelle en dehors de leurs heures de service.

Cet arsenal législatif s'ajoute à une série de lois prises par les précédents gouvernements de tout bord, en particulier contre les migrants et les associations leur venant en aide. On peut

d'ailleurs remarquer que cette loi a été adoptée dans un Parlement où la gauche brillait par son absence. C'est qu'elle ne rechigne pas à emboîter le pas au gouvernement Meloni d'extrême droite, qui mise sur la démagogie sécuritaire et xénophobe et justifie son « paquet sécurité » par la nécessité de « chasser la peur des rues ».

Ce ne sont pas ces mesures qui empêcheront la montée

de la violence et de l'insécurité qui empoisonnent la vie dans les quartiers populaires. Mais ce n'est pas le problème de Meloni, qui tente d'intimider par ces mesures tous ceux qui contestent sa politique et luttent pour leurs droits, dans la rue ou dans les entreprises. La meilleure réponse à donner à ces lois répressives sera donc de continuer tous les combats.

Nadia Cantale



Rassemblement à Turin le 28 septembre.

Côte d'Ivoire : la campagne présidentielle a commencé

Ci-dessous un extrait du mensuel de nos camarades de l'UATCI (UCI-Côte d'Ivoire).

Ceux qui veulent prendre le fauteuil d'Alasanne Ouattara, l'actuel président, se bousculent déjà au portillon pour la prochaine élection présidentielle prévue pour octobre 2025. On verra qui lui succédera : Gbagbo, Thiam ou un autre politicien ? À moins que Ouattara se succède à lui-même ? Ce qui est sûr, c'est que pour ceux qui ne vivent que de leur petit salaire de misère, ce sera du « bonnet blanc et blanc bonnet » car ce sont les intérêts

de la classe minoritaire des exploiters qui continueront à être défendus par l'État, au détriment de ceux de la majorité de la population.

Soixante-quatre ans après l'indépendance, malgré les quelques changements qu'il y a eu au sommet de l'État, la Côte d'Ivoire des bourgeois se porte plutôt bien. Leurs affaires locales et internationales sont florissantes parce que l'économie et la politique de ce pays ont toujours été orientées en fonction de ce

qui est bon pour leurs profits. L'intérêt des travailleurs et des pauvres n'entre pas en ligne de compte. La très grande majorité des travailleurs meurent aussi pauvres que quand ils sont nés, quand bien même ils ont travaillé toute leur vie. Leur travail n'a servi qu'à enrichir ceux qui les ont exploités.

Le temps de l'esclavage ancien est révolu mais pas celui de l'esclavage moderne qu'est le travail salarié. Il ne disparaîtra que quand les travailleurs auront renversé l'État de la bourgeoisie et auront mis fin à la domination de cette classe parasitaire sur l'ensemble de la société, c'est-à-dire en enlevant de leurs mains les richesses et les moyens de production pour les mettre au service de la grande majorité de la population.

Les gouvernements qui se succèdent depuis 64 ans continuent de nous prêcher, à nous les travailleurs, la patience pendant qu'ils laissent toute la liberté aux capitalistes pour s'enrichir sur notre dos en nous imposant des conditions de travail infernales ainsi que des salaires qui ne nous permettent pas de faire vivre

nos familles. De plus en plus d'entre nous sont réduits à un travail de journalier à vie parce que c'est cette forme de travail précaire qui convient aux capitalistes dans la situation actuelle. Ils mettent les travailleurs en concurrence les uns contre les autres en les privant du droit d'avoir un revenu et un travail réguliers. Pendant ce temps leurs profits continuent de grossir.

Voilà pourquoi, lorsque les politiciens de tout bord prétendent, la main sur le cœur, œuvrer dans « l'intérêt des Ivoiriens », il n'y a pas plus grand mensonge ! Selon qu'on soit un exploitateur ou un exploité, on a des intérêts diamétralement opposés tout en étant du même pays. L'exploiteur, qu'il soit ivoirien ou d'une autre nationalité, s'enrichit du travail de l'ouvrier ou du petit paysan. C'est un vol légalisé et protégé par l'État. Cela n'empêche pas Ouattara de prétendre haut et fort qu'il veut « lutter contre la pauvreté » et œuvrer « pour l'amélioration du quotidien de tous les citoyens ». Pendant qu'il nous assène ces mensonges, son gouvernement fait la chasse aux pauvres

en détruisant leurs étals, c'est-à-dire leurs moyens de survivre. Il détruit leurs quartiers avec une brutalité digne des brigands. Et puis il ose prétendre que c'est là « une exigence de développement des pays modernes », pour ne pas dire clairement l'exigence des intérêts bien compris de quelques capitalistes !

Alors, les travailleurs n'ont rien de bon à attendre des différents clans qui se disputent le pouvoir. Les seules améliorations qu'ils peuvent obtenir ne viendront que de leurs luttes collectives, c'est-à-dire par des grèves et des mobilisations de rue.

Mais nous devons savoir que ces améliorations, même gagnées de haute lutte, sont le plus souvent éphémères, car les exploiters vont tout faire pour récupérer d'une main ce qu'ils ont été contraints de céder de l'autre. Voilà pourquoi la seule perspective qui vaille pour les travailleurs, pour tous les exploités de la terre, c'est le renversement définitif de l'ordre bourgeois, par la révolution prolétarienne.

Le Pouvoir aux travailleurs



Ouvriers de la centrale d'Azito à Yopougon.

Martinique : contre la vie chère et pour la hausse des salaires

En Martinique, les manifestations contre la vie chère continuent. Mardi 1^{er} octobre plusieurs organisations syndicales appelaient leurs adhérents à se mobiliser contre la vie chère, mais aussi pour des augmentations de salaire dans le privé et le public, pour la hausse des minima sociaux et des allocations.

Les revendications concernent aussi le retrait de la réforme des retraites, ainsi que la rénovation et le financement des services publics, notamment l'école ou l'hôpital. La CGTM avait appelé à une grève reconductible depuis le 26 septembre.

Ce jour-là, malgré une pluie battante, une manifestation regroupant environ 600 personnes a eu lieu dans les rues de Fort-de-France avec la participation de représentants de plusieurs secteurs, tels ceux de la santé, des agents municipaux, de salariés du commerce, des ouvriers agricoles, de l'EDF, mais aussi de La Poste, de la Deal, de la métallurgie, du bâtiment, ou de l'Éducation nationale. Le lendemain, il y eut encore un regroupement de près de 200 personnes et une partie d'entre elles sont allées à la rencontre des travailleurs

de la zone commerciale de la Jambette. Distribuant des tracts tout en lançant leurs slogans, ils ont appelé salariés et acheteurs à se joindre à la mobilisation contre la vie chère, initiée par l'association RPprac (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéennes).

À son appel, depuis un mois, des manifestations ont réuni des centaines de personnes, souvent venues des quartiers populaires, mais aussi des salariés, des jeunes, des femmes au foyer, excédés par les augmentations importantes des produits alimentaires. Ils exigeaient des pouvoirs publics et des propriétaires de grandes surfaces un alignement des prix sur ceux pratiqués en France hexagonale. Ils ont ainsi procédé à des blocages de ces grandes surfaces, appartenant pour la plupart aux

gros possédants békés de l'île, telles les enseignes Carrefour du groupe Bernard Hayot à Fort-de-France, au Robert, à Ducos. Les manifestants ont dû souvent faire face aux forces de police, réquisitionnées pour protéger les biens des gros Békés.

Après deux ou trois jours de scènes de débordements de jeunes en colère à l'entrée de Fort-de-France du 16 au 18 septembre, le préfet, la collectivité territoriale de Martinique (CTM) ainsi que les représentants de la grande distribution et ceux du transporteur CMA CGM, ont entamé des discussions pour aboutir à la baisse des prix. Pour l'heure, la CTM se dit prête à supprimer la taxe d'octroi de mer sur 5 000 produits de première nécessité en faisant une péréquation avec d'autres produits de consommation moins courante. Cette proposition sera faite aux élus lors de l'assemblée plénière du 3 octobre de l'Assemblée. Les maires, dont les budgets sont abondés par le versement de cette taxe, demandent des garanties de compensation.

Le préfet, quant à lui, est allé prendre ses directives auprès du Premier ministre



Manifestants dans la zone de la Jambette, le 27 septembre.

Michel Barnier. Il est question d'une baisse de la TVA sur les mêmes catégories de produits, ainsi que d'une aide à la continuité territoriale, telle que pratiquée avec la Corse, pour compenser les frais de transport.

Mais tout ce beau monde continue de demander aux gros possédants de la grande distribution et à ceux du transporteur CMA CGM de « bien vouloir faire un effort », alors que ceux-ci annoncent qu'ils y sont prêts, mais à la hauteur de ce que fera l'État. Autant

dire qu'ils n'entendent pas écorner leurs profits. Les uns et les autres parlent de trouver une solution pour la prochaine séance de négociation, fixée au 7 octobre.

En attendant, les mobilisations ne faiblissent pas. Et c'est tant mieux ! Seule une mobilisation encore plus importante réunissant tous les salariés et le reste de la population pourra réellement faire ravalier leur morgue à ceux qui depuis des années se sucent sur leur dos.

Marianne Tibus

Mayotte : mutinerie dans les geôles coloniales

Le 28 septembre une mutinerie a éclaté dans la prison de Majicavo, à Mayotte, à cause des conditions d'incarcération dues à la surpopulation carcérale.

Refusant de réintégrer leurs cellules après la promenade, des détenus ont pris des gardiens en otage avant de mettre le feu à leurs matelas. Si presque toutes les prisons françaises sont surpeuplées, faisant subir aux prisonniers des conditions de détention indignes, celle de Mayotte bat les pires records. Avec 636 détenus pour 278 places, la surpopulation carcérale atteint 230 %, le double de la moyenne de la métropole ! Concrètement, quatre ou cinq personnes s'entassent dans des cellules de 9 m², prévues pour une seule. Les télévisions, pour lesquelles les détenus doivent payer, sont hors d'usage et

régulièrement la nourriture est en quantité insuffisante sans même parler de sa qualité.

Si les prisons mahoraises sont plus ignobles qu'en métropole, cela tient aux condamnations et à l'enfermement plus systématiques des auteurs de délits – parfois la simple situation irrégulière – dans une île où des dizaines de milliers de personnes, souvent très jeunes, souvent venues des Comores voisines, sont réduites aux expédients pour survivre. À ces conditions, s'ajoute le mépris général de l'État pour une ancienne colonie, devenue le département le plus pauvre du pays. Les opérations du type Wambushu

ou « place nette », avec des descentes policières dans les bidonvilles et des rafles pour traquer les sans-papiers, ont contribué à remplir les prisons.

Des syndicats de gardiens de prison, confrontés au problème, mais aussi des élus mahorais, comme la députée Youssouffa, jamais en reste dans la démagogie sécuritaire, réclament la construction d'une deuxième prison ou le déplacement de certains prisonniers vers l'île de la Réunion voisine, ou la métropole. Mais construire plus de prisons ne résoudra pas l'essentiel : permettre à tous les habitants de Mayotte, avec ou sans papiers, d'avoir un emploi, un revenu décent et une vie digne.

Xavier Lachau

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 242 (septembre-octobre 2024)

- La démocratie bourgeoise en crise
- Salaires laminés par les prix : mensonges patronaux et intérêts vitaux des travailleurs
- Italie : la politique « africaine » du gouvernement Meloni
- La relance du nucléaire
- Palestine : la politique de Révolution permanente, entre mensonges et opportunisme
- Les résultats de l'extrême gauche aux élections législatives
- Les cahiers de Verkhnéouorsk, écrits de militants trotskystes soviétiques, 1932-1933 (tome 2)

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



SNCF : non à la répression antisyndicale !

La direction de SNCF Réseau vient de prononcer plusieurs sanctions lourdes frappant des élus et responsables syndicaux. Elle a infligé au secrétaire du CSE central Réseau, militant de la CGT depuis trente ans, douze jours de mise à pied.

Un dirigeant de Sud-Rail, élu au CSE Nord-Est-Normandie, a de son côté reçu cinq jours de mise à pied.

Il s'agit de dossiers montés de toutes pièces leur reprochant leur attitude militante lors des réunions, tel que « *l'instauration d'un climat de tension excessif* », « *un ton agressif* »

vis-à-vis des représentants de l'employeur.

La direction, pour instruire des dossiers à charge contre des salariés en butte à la hiérarchie, a l'habitude de saisir une de ses instances baptisée « *l'Éthique* » et celle-ci a confié ses basses œuvres à une officine privée.

Ces CSE, qui ont remplacé

les anciennes instances de représentants du personnel (DP et CE), sont des simulacres de représentation des travailleurs. La SNCF a choisi, dans leur mise en place, de réduire de manière drastique le nombre de leurs élus. Elle a pour cela créé des CSE couvrant des secteurs gigantesques et de nombreux établissements afin de couper au maximum les délégués de leurs camarades de travail. Mais cela ne suffisait encore pas, elle cherche à sanctionner les militants qui demandent

des comptes dans ces CSE et refusent d'être proménés par le bout du nez.

En choisissant ainsi de s'en prendre à des responsables fédéraux sous les prétextes les plus futiles, la SNCF prévient aussi les appareils syndicaux qu'elle s'apprête à manier le bâton à leur encontre dans la période à venir s'ils se montrent récalcitrants. Il s'agit, derrière les militants visés, d'intimider l'ensemble des travailleurs dans un contexte où la SNCF, en s'appuyant en particulier

sur l'ouverture à la concurrence, s'apprête à faire reculer encore les conditions de travail et de rémunération des cheminots.

Pour protester contre la répression, la CGT Cheminots et Sud-Rail ont décidé de ne plus siéger avec la direction dans les instances tant que les sanctions ne sont pas levées contre les deux militants. Un rassemblement de soutien est appelé le 7 octobre à Saint-Denis à partir de 13 heures au siège de la SNCF.

Correspondant LO

Hôtel Prince-de-Galles – Paris : des conditions de travail décentes, ce n'est pas du luxe !

Les salariés de l'hôtel de luxe Prince-de-Galles, situé dans le « triangle d'or » de Paris, à deux pas des Champs-Élysées, sont en grève depuis jeudi 26 septembre, avec l'aide de la CGT.



Ils protestent contre les méthodes de management et les pressions de leur direction. Ils revendiquent le respect, des embauches et une prime de 2 000 euros.

L'hôtel fait partie du groupe Marriott, premier groupe hôtelier mondial, au bénéfice net de 3 milliards d'euros en 2023. Le prix d'une nuit s'échelonne de 700 à plus de 2 500 euros, et certaines suites vont encore au-delà.

Les travailleurs de la réception se retrouvent parfois à encaisser des paiements supérieurs à leur salaire... annuel ! Autant dire que la direction ne manque pas de moyens, ce qui se voit d'ailleurs aux fréquents investissements de prestige, comme cette nouvelle décoration de

patio, dont l'utilité est difficile à saisir.

En revanche, en ce qui concerne les salariés en chair et en os, elle n'a pas du tout le même rapport à la dépense. Depuis des mois, accidents de travail et démissions se multiplient. Les départs ont été compensés par des pressions accrues, au nom d'indicateurs de satisfaction client. Cette fameuse satisfaction est pourtant complètement contradictoire avec le sous-effectif du personnel, qui surprend même certains clients.

La direction recourt massivement à des stagiaires et à des apprentis et les utilise en guise de salariés, tout en empochant les subventions publiques. Les uniformes sont souvent abîmés car non renouvelés. Il

semble qu'il s'agisse d'une politique à l'échelle internationale, comme le dénoncent les milliers de travailleurs de Marriott, Hyatt et Hilton qui sont en grève aux États-Unis depuis le début de septembre pour des raisons similaires.

Les économies s'accompagnent d'une politique visant à diviser les travailleurs : mise au placard de certains d'entre eux, répression des syndiqués CGT, clientélisme, externalisation de services comme la sécurité.

Tout cela a fini par déclencher la grève. Tous les services sont concernés, de la réception au « house keeping » (femmes de chambres et gouvernantes). L'effet a été immédiat, puisque dès le dimanche 29, le brunch était annulé et les ventes gelées : plus de réservations. Des membres de la direction ont été obligés de faire eux-mêmes les chambres ! Face aux grévistes, ils font les autruches, tout en essayant d'en remplacer certains par des travailleurs d'une entreprise prestataire de sécurité, ce qui est illégal.

Mais loin d'en être découragés, les grévistes voient pour le moment chaque jour, et avec plaisir, de nouveaux collègues les rejoindre, jusqu'à atteindre le nombre de 100 lundi 30 septembre, sur un effectif de 280. Le fait que leur grève se renforce ainsi est le meilleur gage pour faire plier la direction.

Correspondant LO

Inondations dans le Pas-de-Calais : pour les sinistrés, rien n'est réglé

Agnès Pannier-Runacher est venue dans le secteur de Saint-Omer, dans le Pas-de-Calais, pour sa première visite en tant que nouvelle ministre de la Transition écologique et de la Prévention des risques.

Elle a étalé son autosatisfaction quant à la politique menée par Macron et ses ministres face aux inondations de l'hiver dernier.

Mais sur place l'inquiétude et la colère dominent. Un grand nombre des 33 000 sinistrés sont toujours confrontés aux conséquences de ces inondations. Ils doivent se battre contre des compagnies d'assurance qui font traîner les procédures de rénovation. Près d'un an après, les chantiers de déshumidification et de remise en état des maisons ne sont pas terminés. Les entreprises en charge de ces travaux sont débordées. Pourtant, ce n'est pas une fatalité. Pour augmenter le nombre de chantiers, il faut des embauches. Si ces chantiers sont souvent réalisés par de petites entreprises, voire des artisans,

les donneurs d'ordre sont les grosses compagnies d'assurance, qui auraient largement de quoi financer ces embauches.

Des sinistrés se sont aussi retrouvés avec leur dossier d'indemnisation clôturé alors que l'intégralité des sommes dues n'avaient pas été remboursées. Et, alors même que les compagnies d'assurance augmentent fortement le montant de leurs cotisations, elles menacent de ne pas couvrir les dégâts occasionnés en cas de nouvelles inondations.

C'est avec ces méthodes de brigands que les assurances réalisent des profits historiques. Axa, par exemple, déclare une hausse de 4 % de ses profits pour le premier semestre 2024 par rapport à l'an dernier, qui était déjà une année record.

Correspondant LO



SARAH ALCALAY LE PARISIEN

Vencorex – Pont-de-Claix : rassemblement contre les menaces patronales

Le 1^{er} octobre, les organisations syndicales de la plateforme chimique du Pont-de-Claix, dans la banlieue grenobloise, ont organisé une manifestation pour dénoncer les menaces de fermeture et de milliers de licenciements directs et indirects que le récent placement en redressement judiciaire de Vencorex-France fait peser sur les travailleurs du site.

Des délégations de travailleurs de la chimie de la région lyonnaise, mais aussi d'usines beaucoup plus éloignées, se sont jointes aux salariés du site, aux retraités et aux élus venus en soutien. Au total, près de 800 personnes se sont rendues en cortège jusque sous les fenêtres de la direction où

se sont déroulées les prises de paroles. Certaines, dont celle de Christophe Ferrari, maire divers gauche de la commune et président de la Métropole grenobloise, en appelaient à l'État et au gouvernement Barnier pour défendre la prétendue souveraineté industrielle de la France face à la concurrence

chinoise.

D'autres ont à juste titre pointé la responsabilité du fonctionnement même du capitalisme et de la guerre économique que se mènent les multinationales et les États qui en défendent les intérêts. Ils ont dénoncé les 200 milliards de subventions touchés par les grandes entreprises et les dizaines de milliards de dividendes empochés par des actionnaires, également bien français, et qui n'en sont pas moins nos ennemis de classe.

Nul ne sait encore si un ou plusieurs repreneurs déposeront une offre d'ici la



mi-octobre et l'inquiétude est grande parmi les salariés. Il faut dire que depuis 30 ans, l'entreprise (ex-Progil, ex-Rhône-Poulenc, ex-Rhodia...) et ses installations ont été vendues à la découpe et sont passées d'un capitaliste à l'autre, laissant ce site Seveso 2 de 120 hectares sans investissement véritable. Déjà, certaines entreprises extérieures ne sont plus payées. Une partie des travailleurs est cependant bien consciente qu'il n'est

pas question de se laisser dépouiller sans vendre chèrement sa peau et que la Chine a bon dos alors que par leur travail ils ont enrichi des générations de bourgeois.

Si, pour l'instant, c'est le patronat qui est à l'offensive, les travailleurs sont loin d'avoir dit leur dernier mot et la solidarité affichée par les ouvriers venus ce mardi est un encouragement dans le bras de fer qui s'engage.

Correspondant LO

Dumarey Powerglide – Strasbourg : non aux licenciements !

Lundi 30 septembre, la nouvelle tombait à la fin de l'équipe du matin à l'usine Dumarey, ex-General Motors de Strasbourg, à qui le groupe ZF a retiré 80% de sa production.



En réunion de CSE, la direction annonçait 249 licenciements, pas loin de la moitié des 600 travailleurs de l'usine et, pour la grande majorité, des travailleurs de fabrication.

Ainsi en ont décidé Dumarey, 47^e fortune de Belgique, et ZF, le donneur d'ordres, qui n'est pas

l'artisan du coin. Ce géant emploie 158 000 travailleurs dans 160 usines et fait un chiffre d'affaires de 47 milliards d'euros. ZF a arrêté le contrat avec Dumarey, et licencie 14 000 salariés dans le monde et ferme des usines en Allemagne.

General Motors, l'ancien propriétaire de l'usine, puis

Dumarey et ZF ont fait leur fortune sur le travail des ouvriers de Strasbourg. Alors il n'est pas question que quiconque se retrouve sur le carreau. Mais pour les faire payer, les travailleurs n'auront pas d'autre choix que de se battre sans céder au chantage de la direction. Laquelle prétend que si les travailleurs font grève, ils n'obtiendront rien. Elle ne veut pas qu'ils se mobilisent et fait tout pour disperser les travailleurs, en payant à la maison ceux qui seraient volontaires.

Mardi 1^{er} octobre, une soixantaine de travailleurs ont arrêté le travail à l'initiative de militants de la CGT. Ils ont parcouru les ateliers pour entraîner les travailleurs des autres secteurs et se sont réunis en assemblée. Rendez-vous

a été pris pour le 4 octobre. Comme le disait une pancarte d'un manifestant samedi à Strasbourg : « Dédé, 34 ans d'ancienneté, je ne veux pas partir avec un coup de pied au cul : 100 000 euros ». L'idée circule en effet

de revendiquer 100 000 euros de prime supra-légale, car ZF et Dumarey ont mis de côté 60 millions pour le plan social. Et de toutes façons, ils peuvent payer. Reste à les y contraindre.

Correspondant LO

Les travailleurs manifestent

Samedi 28 septembre, 400 travailleurs ont manifesté dans les rues de Strasbourg contre les licenciements chez Dumarey.

Une partie importante du rassemblement était constituée des travailleurs de Dumarey soutenus par les anciens de l'usine, mais aussi par des travailleurs d'autres entreprises qui ont connu récemment des licenciements, comme Clestra. Quelques travailleurs de Novares, sous-traitant de

Stellantis, ayant appris il y a deux semaines que leur usine allait fermer, se sont joints à la manifestation. Comme chez Dumarey, c'est le donneur d'ordres, le groupe Stellantis, qui retire ses commandes. Le cortège dynamique a parcouru les rues de Strasbourg et cela a remonté le moral des travailleurs.

Solvay – Salindres : contre la fermeture

Mardi 24 septembre, les salariés du site chimique de Solvay à Salindres, dans le Gard, apprenaient la fermeture de leur usine prévue pour octobre 2025.

La direction annonce 68 licenciements. Elle prend le prétexte que ses clients achètent le même produit moins cher ailleurs, sur le marché international.

La réaction des travailleurs a été immédiate. Ils se sont mis en grève et ont installé un barrage filant à l'entrée du site qui

héberge également l'usine Axens qui emploie plus de 450 salariés, sans compter la sous-traitance.

Parmi les annonces de la direction, il y a la promesse de trouver un repreneur et d'accompagner chaque salarié, en proposant par exemple des mutations à l'autre bout du pays. Quelle

hypocrisie ! Quant aux indemnités de licenciements, 30 000 euros pour 14 ans d'ancienneté, le compte n'y est pas.

La réalité de la fermeture, seule la direction la connaît, mais peu importe, ce n'est pas aux travailleurs de payer le prix pour les choix d'actionnaires qui se gavent de profits depuis des décennies. Avec 14 milliards de chiffre d'affaires et 2 milliards de

bénéfices en 2022, un record, Solvay contribue à faire leur fortune.

Non seulement les patrons de Solvay, d'Axens, et leurs prédécesseurs, exploitent jusqu'au bout les salariés, mais cela fait maintenant des années que les sols, les nappes phréatiques, les rivières ont été pollués par le déversement de produits chimiques, en toute impunité.

Quoi qu'il en soit, les 68 salariés souhaitent le maintien de leur activité. Ils se battent pour cela et savent qu'un véritable bras de fer s'engage avec la direction.

Il y a de l'argent pour maintenir les emplois, et il y a des besoins à satisfaire à commencer par la dépollution de l'environnement. Aux actionnaires de payer la note !

Correspondant LO

Lactalis : une décision lourde de conséquences pour les éleveurs

Lactalis, premier groupe mondial de collecte de lait et de transformation laitière, a annoncé par communiqué de presse que d'ici à cinq ans, il collectera 450 millions de litres de moins en France.

Environ 900 éleveurs ont ainsi appris que Lactalis n'achètera plus leur lait dans un futur proche. Pour certains, le contrat brutalement rompu durait depuis 50 ans, reconduit de génération en génération.

Rien ne garantit qu'ils trouveront un accord avec

une autre entreprise de transformation pour écouler leur production.

Lactalis est un groupe d'envergure internationale dont les décisions ont un impact majeur non seulement sur les milliers d'ouvriers de ses usines et leurs familles, mais aussi sur les 12 000

éleveurs en France, qui se considèrent souvent comme des patrons indépendants, mais qui sont en fait totalement subordonnés à cette entreprise géante.

Lactalis ose affirmer qu'une diminution de la collecte conduira à « une meilleure valorisation du prix du lait payé aux producteurs ». Quelle mauvaise blague !

Lors de chaque négociation sur les prix, les éleveurs sont obligés de se lancer

dans un véritable bras de fer pour ne pas être payés en dessous de leur coût de production.

Le groupe veut diminuer la collecte de lait pour se recentrer sur les activités où il fait les plus grosses marges : la transformation en fromages, yaourts et autres produits laitiers vendus en France. Il veut abandonner la part transformée en poudre et vendue à l'international, qu'il considère comme pas assez rentable et soumise à trop d'aléas spéculatifs. Ce n'est donc qu'une affaire de recherche

du profit maximum.

La course au rendement et les bas salaires dans les usines, le rapport de force défavorable aux éleveurs, le racket des consommateurs... tout cela rapporte énormément à la famille Besnier propriétaire de Lactalis. Selon le magazine *Challenges*, Emmanuel Besnier et sa famille se placent dixième parmi les plus riches capitalistes de France, avec une fortune atteignant 14,5 milliards d'euros. C'est cela qui ruine les éleveurs.

Sébastien Janais

EDF – Guadeloupe : grève à la production

Les travailleurs d'EDF PEI (Production électrique insulaire), une filiale d'EDF en Guadeloupe et dans plusieurs départements d'outre-mer, sont en grève depuis le 15 septembre.

Des coupures tournantes d'électricité ont eu lieu largement, ce qui prouve la détermination des grévistes. Ceux-ci exigent la présence physique du directeur de PEI en Guadeloupe et non en visio comme la direction générale le propose, et ils ont donné un ultimatum à la direction jusqu'au 2 octobre.

Les grévistes déclarent que les directeurs locaux n'ont aucun pouvoir localement. Ils réclament l'application d'un protocole d'accord signé il y a plus d'une année, en juillet 2023, après 61 jours de grève. Les grévistes avaient arraché la titularisation d'un grand nombre

d'interimaires et le rattrapage de plusieurs années de leur salaire. Une partie des sommes dues a été versée par la direction de ce grand groupe capitaliste, mais celle-ci refuse de fournir un décompte détaillé et de produire des fiches de paie conformes. Les travailleurs qui vont bientôt partir à la retraite seront pénalisés par ces fiches de paie illisibles.

Outre cette revendication, les salariés en grève se battent pour l'amélioration de leurs conditions de travail, qui sont très éprouvantes. Le travail se déroule régulièrement de nuit, dans le bruit permanent et la

chaleur épuisante des moteurs. Après des années à ce rythme, les travailleurs sont cassés, pendant que l'entreprise, elle, continue de faire des bénéfices : 194,7 millions d'euros en 2023 après 206,8 millions en 2022 et 159,3 millions en 2021 ! Les travailleurs y laissent leur santé et aussi leur peau. En 2023, un agent qui intervenait sur un appareil à Saint-Barthélemy, a reçu une décharge de 20 000 volts, entraînant l'amputation d'un bras.

La colère et la détermination sont intactes après deux semaines de grève, malgré une direction retorse qui ne veut rien céder et tente de rendre la grève impopulaire.

Marie-Céline Deshauteurs

Association ARS – Nancy : hypocrisie sans voile

Deux salariées de l'association ARS (Accueil et réinsertion sociale) de Nancy sont menacées de licenciement parce qu'elles portent le voile.

Qu'importe qu'elles soient reconnues comme étant « de très bonnes professionnelles » et qu'elles portent le voile depuis des années (et même déjà au moment de son embauche pour l'une d'entre elles).

La direction a profité de l'été pour rédiger un règlement intérieur que les salariées ont découvert en septembre, et intégrant une « clause de neutralité » qu'elle interprète de manière très étriquée pour leur demander de retirer le voile ou de quitter

l'entreprise.

La brutalité de cette décision choque la majorité des 350 salariés de cette association d'hébergement de réfugiés, qui se sont retrouvés à 80 en assemblée générale le 24 septembre et ont appelé à un rassemblement le 2 octobre.

Ni les dirigeants de cette association ni aucun patron ne devrait pouvoir décider qui a le droit de travailler et comment doivent se vêtir les travailleurs.

Correspondant LO

Hôpital Jacques-Monod Flers : mouvement de protestation

Mercredi 25 septembre, à l'appel de la CGT, environ 70 travailleurs, dont une moitié de l'hôpital, se sont rassemblés dans le hall d'entrée.

Les manifestants protestaient contre les sanctions et les mutations qui frappent six salariées et contre les fermetures de lits.

Le mouvement mobilise plus particulièrement les travailleurs du service d'entrée en psychiatrie, dont la direction veut accélérer la restructuration. Le directeur affirme dans la presse vouloir améliorer la

prise en charge des patients en santé mentale.

Mais c'est tout le contraire qui se passe : cinq lits sur vingt ont été supprimés et, comme par hasard, juste après les sanctions et les mutations hors du service des six infirmières et aide-soignantes. « *Suspendues, sanctionnées, réaffectées pour avoir osé parler* », dénonçait la banderole tenue par les manifestants.



Ils contestent le management par la brutalité du directeur, le procès monté de toutes pièces contre leurs collègues pour de prétendues fautes disciplinaires, sans jamais avoir été convoquées pour ce qu'on leur reproche.

En revanche, des reproches à l'encontre de la direction, les travailleurs du service d'entrée en psychiatrie n'en manquent pas. Dernièrement, la presse a ainsi relaté qu'un patient est resté trois jours sur un brancard en

attendant une place.

Ceux qui ne sont pas contents « *ont la liberté de partir, on ne les retient pas* », a déclaré le directeur. Lui, c'est le ras-le-bol des soignants qu'il n'a pas pu retenir.

Correspondant LO

Stellantis : qui veut gagner des milliards ?

Après Renault qui a affirmé il y a quelques jours, être en « mode survie », Stellantis vient d'annoncer une baisse de ses objectifs financiers, ce qui a provoqué une chute de ses actions en bourse.

Cela s'inscrit dans un véritable matraquage médiatique sur « la crise de l'automobile » qui vise à faire croire que les attaques contre les travailleurs du secteur, les fermetures d'usines de constructeurs ou de sous-traitants seraient justifiées par un retournement de la situation du marché de l'automobile. Mais c'est un énorme mensonge !

Depuis 2020, les ventes mondiales n'ont pas cessé d'augmenter. Et les profits, eux, ont explosé grâce aux attaques contre les travailleurs. Au point que les entreprises réunies dans l'Association des constructeurs européens d'automobiles ont engrangé 130 milliards de profits en deux ans. Mais ils savent que le marché automobile n'est pas extensible à l'infini. Alors, depuis des semaines les prévisions

sont à un ralentissement des ventes et la presse multiplie les formules catastrophistes. Ainsi *Le Figaro* du 1^{er} octobre titrait « La descente aux enfers de Stellantis ».

À quoi ressemble donc cette « descente aux enfers » ? Simplement, qu'en 2024, au lieu de faire une « marge opérationnelle » de plus de 10 %, le groupe ne fera que 5,5 ou 7 %. La rentabilité financière pour les actionnaires sera donc un peu moindre que les années précédentes. Mais il n'y a aucune perte pour l'entreprise. Au contraire les profits continuent à être astronomiques. Au premier semestre 2024, Stellantis a encaissé 5,6 milliards d'euros de profits. Comme en 2023, sur la même période, il avait gagné 10,9 milliards, les actionnaires, les



VINCENT MICHEL OUEST-FRANCE

marchés financiers, les spéculateurs estiment qu'ils sont perdants ! Et certains retirent leurs capitaux pour trouver ailleurs un placement plus rentable.

Pour mesurer le niveau des profits, il faut se rappeler qu'en 2019, PSA avait fait un bénéfice jugé record de 3,2 milliards d'euros. La même année celui de Fiat s'élevait à 2,7 milliards. Depuis les deux constructeurs ont formé ensemble le groupe Stellantis. Si on compare donc ces bénéfices en 2019 avec celui de Stellantis en 2024, on se rend compte qu'en six mois le groupe a gagné autant que toute l'année 2019.

Ni Stellantis, ni les autres constructeurs automobiles ne sont pour l'instant en difficulté. Et encore moins leurs actionnaires. Mais, même quand les groupes industriels sont richissimes, ils sont dans l'obligation d'arracher des parts de marché aux concurrents pour continuer à faire grossir la masse des profits, sous peine que les financiers aillent voir ailleurs. Ils se mènent donc la guerre entre eux, avec la peau des travailleurs.

C'est pourquoi les travailleurs n'ont pas à choisir le camp de leur patron contre un autre, car dans tous les cas ils n'ont rien à y gagner.

Quand les affaires de certains constructeurs vont bien c'est parce qu'ils arrivent à exploiter suffisamment leurs propres travailleurs pour dégager plus de profits. Et quand les ventes s'écrouleront pour de bon, ce qui finira par arriver car c'est une loi du système capitaliste, les patrons feront payer aux travailleurs.

Les intérêts des travailleurs du secteur n'ont rien à voir avec les fluctuations du marché, réelles ou supposées. Plus ils en seront conscients, mieux ils pourront combattre ces requins.

Marion Ajar

Saint-Gobain – Mutares : les deux font Lapeyre

« Mutares fossoyeur », ont affiché, à l'entrée du site Azur Production de Chambley, filiale du groupe Lapeyre, en Meurthe-et-Moselle, les travailleurs qui ont fait grève les 16, 19, 23 et 26 septembre.



Ils protestent contre les licenciements qui devraient toucher un tiers des 140 salariés que compte encore l'usine qui fabrique des menuiseries pour le bâtiment.

Si Mutares est le fossoyeur, l'assassin est bien le groupe Saint-Gobain qui a vendu sa filiale Lapeyre en 2020 à ce fonds vautour créé en 2008. Mutares avait déjà saigné plusieurs sociétés,

Pixmania, Artmadis ou encore Groshill. Pour se débarrasser de Lapeyre, Saint-Gobain a fait une « vente négative » en donnant un chèque de 252 millions d'euros à Mutares.

Pendant 24 ans, Saint-Gobain n'avait procédé à aucun investissement, se contentant de pomper la richesse produite par les travailleurs de Lapeyre, dont ceux

d'Azur Production, laissant ainsi le rôle de fossoyeur à Mutares. Les travailleurs n'avaient aucune illusion et ils ont fait grève à plusieurs reprises contre cette cession. La reprise par Mutares visait à sous-traiter les licenciements et les fermetures d'usines et de magasins. Cela n'a pas manqué de se produire, Mutares pompant l'argent de l'entreprise, licenciant dans les usines et les magasins du groupe et revendant les murs des magasins Lapeyre pour remplir ses caisses.

Il ne reste presque plus rien des 252 millions donnés par Saint-Gobain lors de la vente. Les syndicats craignent à juste titre que Mutares veuille s'approprier ce qui reste de cette somme, sous prétexte que les caisses sont vides. Un PSE, en fait un plan de saccage de l'emploi, a été annoncé le 11 juillet à l'usine Azur Production de Chambley portant sur le tiers de l'effectif de l'usine. Les syndicats CGT, CFDT et

FO réclament de meilleures conditions de départ. C'est pour faire pression sur la direction et se faire entendre que les travailleurs d'Azur Production ont fait grève et se sont mobilisés à plusieurs reprises ces dernières semaines.

Les syndicats réclamaient au moins 30 000 euros de prime supra-légale. La direction a proposé d'abord 12 000 euros, puis suite à la série de mouvements de grève, elle est montée à 15 000 puis à 20 000 euros. Bien insuffisant pour assurer un avenir aux travailleurs alors que la moyenne d'âge est au-dessus de

50 ans. Sans compter que les autres mesures du PSE (formation, etc.) sont au ras des pâquerettes.

Les négociations doivent se conclure le 8 octobre. Les élus de tous bords promettent leur soutien aux travailleurs ; l'entreprise étant située en pleine campagne, cette nouvelle vague de licenciements – l'usine a compté plus de 400 travailleurs – est un drame pour le secteur.

Mais pour ne pas se faire licencier sans rien, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur détermination.

Étienne Hourdin

Tout va bien pour l'ancien propriétaire de Lapeyre

Malgré le recul du chiffre d'affaires, Saint-Gobain a enregistré une marge d'exploitation record au premier semestre, à 11,7%. Les grands groupes se débarrassent de ce qui

leur rapporte moins, et ils ont beau vendre moins, ils font autant voire plus de profits, en semant le chômage et en accroissant les charges de travail dans les usines.

Casino : jackpot aux dépens des travailleurs

Lundi 30 septembre, treize hyper et supermarchés Casino ont définitivement baissé le rideau. Six autres devaient suivre le 5 octobre. Un millier de salariés, beaucoup y travaillant depuis très longtemps, sont brutalement privés de leur emploi.

Les magasins qui ferment sont situés dans des villes importantes, comme Montpellier, Brest, Bourges, Dijon, Saint-Brieuc... Après avoir laissé planer le doute pendant des mois sur une possible reprise des magasins, comme cela a été le cas pour près de 300 d'entre eux, vendus à la découpe à Intermarché, Auchan et Carrefour, les patrons de Casino ont annoncé le 30 août

leur fermeture pour le 30 septembre. Depuis des semaines déjà, les magasins n'étaient plus régulièrement approvisionnés. Les clients défilaient devant des rayons de plus en plus vides. Ainsi à Niort, où travaillaient à la fin 60 salariés, une caisse sur 23 restait ouverte le 30 septembre. Mais l'hécatombe sociale va bien au-delà des magasins. Les menaces de

fermeture pèsent également sur quatre entrepôts, dont ceux de Besançon et de Limoges. À cela, il faut aussi ajouter des plans de licenciements dans six autres sociétés du groupe, et en particulier dans les sièges sociaux de Casino, Monoprix, Franprix et Easydis, en charge de la logistique de l'ex-groupe Rallye-Casino. Au total, ce sont plus de 3 000 salariés que les nouveaux actionnaires de Casino, les milliardaires Kretinsky et Ladreit de la Charrière, veulent priver d'emploi. Kretinsky a fait sa for-

tune avec la sueur et les muscles des travailleurs des mines et des centrales à charbon de la République tchèque. Il l'a ensuite multipliée avec le rachat de groupes de presse et industriels en Europe occidentale. C'est ainsi qu'il est devenu en France le principal actionnaire des sociétés de presse qui publient *Le Monde*, *le Nouvel Observateur*, *Télé 7 Jours*, de maisons d'édition telles que Nathan, Julliard, Plon ou 10/18. Il contrôle également Fnac-Darty. Quant à Ladreit de la Charrière, il est à la tête de

sa société financière Fimalac. Il est également l'un des plus gros actionnaires du groupe de casinos Barrière, et de Lagardère détenu en commun avec le groupe Bolloré. Il possède aussi des parts dans de nombreuses autres sociétés. C'est dire que l'argent coule à flot dans les coffres-forts des exploiters. Les travailleurs de Casino ont toutes les raisons d'exiger de prendre sur les fortunes de ces parasites pour maintenir leurs emplois et leurs salaires. Philippe Logier

Bel – Évron : trois jours de grève

Vendredi 27 septembre, les salariés de la fromagerie Bel d'Évron, en Mayenne, se sont mis en grève pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail.

L'entreprise, qui produit les fromages Babybel, emploie environ 600 salariés. Les conditions de travail se dégradent : recours très fréquent au travail du samedi avec appel des salariés la veille, augmentation des cadences, management très dur, non respect des cycles de travail pour les intérimaires, qui se

retrouvent à faire trois horaires différents la même semaine. Les salaires ne suivent pas. Les entretiens disciplinaires et les sanctions se multiplient. Le ras-le-bol était général et l'appel à la grève a été très suivi vendredi. Les trois lignes de production étaient à l'arrêt car seuls les intérimaires

travaillaient. Les équipes du week-end se sont mises en grève à leur tour samedi et dimanche. La direction n'a pas donné signe de vie pendant la grève, et le travail a repris lundi, mais les travailleurs sont déterminés à remettre le couvert si rien ne se passe dans les semaines à venir. Comme l'a bien résumé l'un des grévistes : « On a retrouvé l'habitude de la grève, on ressortira ! » Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS? Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel. Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 – SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal octobre 2024.

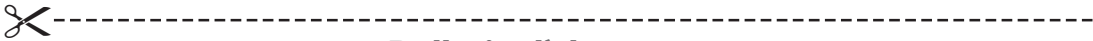
Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Israël : une guerre sans fin et sans limite

Après avoir assassiné de nombreux cadres du Hezbollah, dont son chef, Hassan Nasrallah, en détruisant des quartiers densément peuplés de Beyrouth, après avoir bombardé le sud du Liban, l'armée israélienne a lancé une offensive terrestre dans la nuit du 30 septembre.

Le gouvernement iranien a riposté 24 heures plus tard en tirant sur Israël près de 200 missiles, pour la plupart interceptés.

Le gouvernement israélien a promis de riposter à son tour, prenant délibérément le risque d'une nouvelle escalade. Alors que la destruction de Gaza et le massacre des Palestiniens se poursuivent, les dirigeants israéliens s'engagent dans une guerre au Liban, avec le soutien américain. Pendant que le président Biden appelait devant l'ONU à un hypocrite cessez-le-feu, son secrétaire à la Défense assurait son homologue israélien que les États-Unis

« soutenaient l'opération [...] contre les infrastructures du Hezbollah », au nom du « droit d'Israël à se défendre ». Un porte-parole de l'armée américaine affirmait avoir « déployé des forces supplémentaires dans la région » et disposer « d'une capacité militaire très robuste » pour aider Israël. Juste avant cette offensive au Liban, l'État américain a accordé sans états d'âme une nouvelle aide de 8,7 milliards de dollars à l'armée israélienne.

Depuis un an, en dépit des civils gazaouis massacrés, des écoles et des hôpitaux bombardés, Netanyahu et ses alliés d'extrême droite n'ont cessé de

bénéficier du soutien militaire, financier et politique des États-Unis et de leurs alliés occidentaux, dont la France. Ils ont pu constater, après chacune de leurs provocations vis-à-vis des États voisins – assassinats de chefs militaires du Hamas, du Hezbollah ou même de l'armée iranienne, bombardements en Syrie, au Liban, au Yémen ou en Iran – que les gouvernements de ces pays, à commencer par le plus puissant, l'Iran, limitaient leurs ripostes pour éviter une guerre qui les mettrait aux prises avec les États-Unis. Ils ont pu constater que l'Égypte du maréchal al Sissi, non seulement a maintenu fermée sa frontière avec Gaza, empêchant les Palestiniens de fuir l'horreur, mais n'a pas bronché quand l'armée israélienne a occupé la zone tampon au sud de Gaza, occupation pourtant considérée comme

un *casus belli*.

Ces constats, renouvelés depuis un an, ont encouragé Netanyahu et ses alliés, sionistes d'extrême droite, partisans d'un Grand Israël, à aller toujours plus loin dans leur politique guerrière. Les morts de l'attaque du 7 octobre ont permis au gouvernement de Netanyahu de susciter une réaction d'union nationale derrière lui, lui donnant les moyens de commettre les pires massacres à Gaza, et d'accélérer la politique de colonisation en Cisjordanie.

Si les dirigeants israéliens trouvent le soutien sans faille des États-Unis dans leur politique agressive, c'est parce que, ce faisant, ils s'affirment comme le bras armé de l'impérialisme



Interception de missiles iraniens mardi 1^{er} octobre.

dans cette poudrière qu'est le Moyen-Orient.

Il n'y aura ni paix ni sécurité pour les peuples du Moyen-Orient tant que l'impérialisme alimentera les conflits pour assurer sa domination.

Xavier Lachau

Liban : le Hezbollah subit la vengeance de Netanyahu

L'opération terrestre de l'armée israélienne et le déluge de feu qui a visé 6 000 cibles du Hezbollah réussiront-ils, comme elle le prétend, à écraser un mouvement qui apparaît décapité ?

C'est suite à l'occupation israélienne du sud du pays, en 1982, que le Hezbollah (« le Parti de Dieu ») a surgi sur la scène politique libanaise. Ses milices bénéficiaient du soutien militaire et financier du pouvoir iranien et attiraient à elles une partie des Libanais, chiites mais pas seulement, qui étaient déterminés à combattre l'injustice de l'occupation. Ce parti islamiste, bien que profondément réactionnaire et anti-ouvrier, put trouver

un écho auprès des plus démunis et s'implanter parmi eux grâce à ses actions caritatives et ses réseaux d'assistance organisés autour des mosquées. Mais ce fut aussi en assassinant les militants communistes qui lui faisaient concurrence.

La nouvelle guerre menée en 2006 par l'armée israélienne permit à Nasrallah de devenir un des dirigeants les plus populaires du Liban et du monde arabe. Après que l'aviation israélienne

eut détruit une grande partie des infrastructures et rasé de nombreuses villes, les troupes de l'armée la plus puissante de la région furent tenues en échec par ses milices. Face à l'impuissance des États arabes, qui avaient subi défaite sur défaite, Nasrallah parla de « victoire divine », le Hezbollah put apparaître comme un pilier de la résistance à Israël et un champion de la cause palestinienne.

Au-delà même de la population chiite, le Hezbollah est apparu comme un rempart face à l'agressivité israélienne. C'est pourquoi même si Nasrallah ne faisait

Contre la guerre de Netanyahu, soutenue par les puissances impérialistes

Manifestons le 5 octobre !

Diverses associations appellent à manifester le 5 octobre, pour dénoncer la politique criminelle du gouvernement israélien, la destruction et les massacres à Gaza et en Cisjordanie, et désormais l'extension de la guerre au Liban.

Lutte ouvrière participera à ces manifestations

À Paris, la manifestation partira à 14 heures de la place de la République

pour dénoncer cette guerre et la complicité des gouvernements occidentaux, dont le gouvernement français, pour affirmer qu'il ne pourra pas y avoir de paix pour les peuples du Moyen-Orient sans renverser la domination impérialiste qui, depuis un siècle, enfonce cette région dans des conflits sans fin.

pas l'unanimité, sa mort a été un choc pour la population libanaise.

Au sein d'un État libanais déliquescents, marqué par les clivages confessionnels, le poids politique du Hezbollah s'est accru alors que le pays est affecté par de multiples crises. La guerre en Syrie a provoqué l'afflux de 1,2 million de réfugiés syriens s'ajoutant aux 250 000 réfugiés palestiniens présents depuis des décennies. Enfin, la crise financière, la corruption, l'explosion du port de Beyrouth en 2020, ont été autant de catastrophes qui ont plongé la population dans la pauvreté.

Si, le 8 octobre 2023, le Hezbollah a déclenché des tirs de roquette contre Israël, sa préoccupation était de conserver son image d'organisation combattante bien plus que d'aider les

Palestiniens de Gaza. Il a montré qu'en fait il ne souhaitait pas se lancer dans un conflit frontal avec Israël et espérait qu'un cessez-le-feu à Gaza lui permette d'arrêter ses tirs. Il n'a cédé à aucune des provocations d'Israël, et se disait prêt à négocier un retrait de ses combattants au-delà du fleuve Litani, à quelque distance de la frontière israélienne. Un an plus tard, les bombardements israéliens ont déjà contraint un million de Libanais à fuir les zones de combat. Non seulement la politique du Hezbollah n'a pas desserré l'étau israélien à Gaza, mais elle a, tout comme la politique du Hamas, contribué à renforcer l'union nationale suscitée par Netanyahu en Israël au nom de la défense de sa population.

Leïla Wahda



Banlieue sud de Beyrouth, le 28 septembre.